

GROUPE BOLLORÉ

# Comment l'ami de Sarko a fait main basse sur le Togo

*Un Français, évincé de la gestion du port de Lomé, accuse Bolloré d'exploiter ses relations avec Sarkozy pour ses business en Afrique.*

**O**n n'agresse pas sans risque Vincent Bolloré dans son pré carré africain. C'est ce dont vient de s'apercevoir, une fois encore, Jacques Dupuydauby, ancien vice-président du groupe Bouygues, fondateur en 1998 d'une société de manutention portuaire, Progosa, basée à Séville. Depuis 2005, les deux hommes s'affrontent, de Douala à Libreville, pour décrocher l'exclusivité du chargement et du déchargement des containers. Procès, dénonciations, arrestations... Les coups tordus n'ont jamais manqué. Bolloré contrôle ainsi une vingtaine de ports en Afrique. Dupuydauby, huit. Enfin, sept exactement, car il vient de perdre celui de Lomé, au Togo, au profit de son grand rival. Dans des circonstances rocambolesques, qui éclairent d'une lumière crue les pratiques du business sur le continent noir.

Nous sommes le 1<sup>er</sup> juin, dans la capitale togolaise : le patron de Progosa attend une audience du président Faure Gnassingbé, dont il est proche, quand il apprend que celui-ci ne le recevra pas avant plusieurs jours. Motif officiel, le chef de l'Etat doit partir au Burkina Faso pour rencontrer son homologue Blaise Compaoré. Dupuydauby, qui a lui aussi besoin de discuter avec le président burkinabé, décide d'en profiter et de s'envoler illico. Le 2 juin, vers 8 h 30, Gnassingbé et Dupuydauby sont côte à côte sur le tarmac, à bord de leur avion personnel. La police de l'air demande alors au P-DG de laisser le président décoller le premier, ce qu'il accepte bien volontiers. Une heure plus tard, les deux hommes atterrissent à Ouagadougou et se succèdent dans les salons d'honneur de l'aéroport. Ils s'entraînent, mais n'ont pas l'occasion de se parler. Tout semble néanmoins aller pour le mieux... A

**A 17 h, Dupuydauby est l'allié du Togo. A 22 h, les autorités le disent en fuite...**

17 heures, le chef de l'Etat togolais rentre dans son pays, tandis que le P-DG français poursuit tranquillement ses consultations. Mais, à 22 heures, coup de théâtre : on avertit Dupuydauby que la police a investi ses bureaux de Lomé et saisi des documents et des disques durs. Le site officiel du gouvernement, Republic of Togo, prétend alors qu'il est accusé de fraude fiscale, qu'il a pris la fuite et même jeté des disques durs à la mer depuis un petit avion... Son visa avait pourtant été dûment tamponné à l'aéroport. Surtout, l'homme d'affaires apprend que la justice lui aurait retiré la gestion du port de Lomé au profit du groupe Bolloré.

Pour le patron de Progosa, aucun doute : nul contrôle fiscal ne lui ayant jamais été notifié, il ne s'agit là que d'un prétexte

pour l'évincer. Qui, alors, aurait retourné le président Faure Gnassingbé ? Joint par Capital, Jacques Dupuydauby livre son analyse : « Dans toute l'Afrique, on sait que le chef de l'Etat togolais a besoin du soutien de la France pour remporter la présidentielle de 2010, qui se présente fort mal pour lui. Or Nicolas Sarkozy n'a rien à refuser à son grand ami Bolloré. Je ne peux m'empêcher de faire le rapprochement. » « Pas de commentaire », nous a répondu le porte-parole de Vincent Bolloré. Selon le patron breton, une seule chose compte : « Nous avons intenté une action en justice qui était fondée et obtenu satisfaction. » Prochaine étape de ce feuilleton à rebondissement : le tribunal de Séville, où une autre plainte de Bolloré contre Dupuydauby est à l'instruction. La guerre n'est pas finie. *Etienne Gingembre* ♦



Entre l'homme d'affaires breton et son petit concurrent, la guerre fait rage pour le contrôle des ports africains.

Vincent Bolloré

Jacques Dupuydauby

PHOTOS: AFP, BEA, ILLUSTRATION: OLIVIER GRUAULT, PHOTO: TOMMY/AGE CAPITAL

Société Générale, SA au capital de 725 909 055 € - Siège social : 30, bd Haussmann, 75009 Paris